

Quel peut bien être les enjeux de la visite de Hillary Clinton à la RDC?

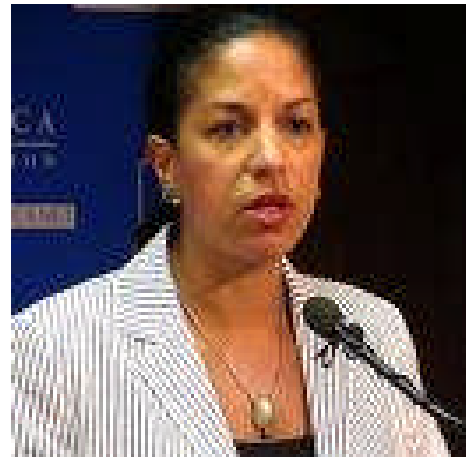
La dernière fois qu'un secrétaire d'État américain avait visité la RDC c'était le 13 décembre 1997. Il s'agissait de madame Madeleine Albright. Elle effectuait une tournée de 7 pays africains et Kinshasa comptait parmi ses escales. Le discours général à l'élite africaine portait sur le nouveau partenariat que les USA voulaient développer avec le continent Africain. Elle a parlé des droits de l'homme et bien sûr, quant à l'alternance au pouvoir sur le continent, elle préconisait le remplacement du « *bullet* » (la balle) par le « *ballot* » (l'urne).

Pour mettre le baume au cœur des Congolais qui venaient à peine de sortir de trente-deux ans de dictature Mobutiste ayant laissé le pays exsangue, elle a salué de départ de Mobutu et de promettre quelques dizaines de millions de dollar. A l'époque, le coût de la reconstruction du pays était évalué à 9 milliards de dollars. Mais elle avait un message à glisser à Laurent Désiré Kabila. Officiellement il mettait le régime au défi de pratiquer l'ouverture politique à l'opposition.

Cette visite se faisait sur fond d'enquête de l'ONU sur les massacres des centaines de milliers de Hutu pendant l'avancée de l'AFDL. L'enquête que le régime arrivait à bloquer grâce exactement aux Américains qui les avaient accompagnés, ou du moins avaient accompagné le leadership Tutsi lors de la conquête de l'Ouest. Est-il que la position du Mzee était aussi fragile que Bizimungu, hissé à la présidence Rwandaise sans en être l'homme fort!



Madeleine Albright



Susan Rice

Friend or Foe?

Quelques mois plus tard, le 2 Aout 1998 précisément, les Américains fermaient leur ambassade à Kinshasa. Ce que d'aucuns appelleront la « première guerre mondiale africaine » avait débuté. A l'époque, ce n'est nul autre que Susan Rice, actuelle ambassadrice des USA à l'ONU sous l'administration OBAMA qui était la sous-secrétaire d'État aux affaires africaines de l'équipe Clinton.

Elle a joué un rôle essentiel dans le montage de l'expédition audacieuse aéroportée à Kitona pour prendre Kinshasa en deux mois afin d'y effectuer un changement de régime par les armes (bullets) et non par les urnes (ballots).

Le régime de Mzée a beau promettre de tenir les élections (ballot) en 1999, l'option militaire, bien que très risquée fût levée. Pourtant l'expérience du Rwanda avec les tristes événements de 1998 aurait pu servir d'appels à la prudence.

« Niet », le Mzée aurait raccroché le téléphone au nez de Madeleine Albright qui lui sermonnait des injonctions que nous ne rappellerons pas ici.

La population de Kinshasa se souvient avec horreurs de ces événements d'Aout 1998, jours de détresse pour ses 6 millions d'habitants. Mais ce n'était qu'un début de la déshumanisation pour les populations congolaises frontalière de la frontière Rwandaise ou Ougandaise.



We share common humanity (Barack Obama, US President)

Aout 2009 : Une nouvelle génération au pouvoir

Réagissant non diplomatiquement à une injonction que Madeleine Albright lui donnait, le président Laurent Kabila lui aurait lancé : «Il faudra attendre une autre génération, pas moi! ».

Une autre génération est au pouvoir à Kinshasa depuis lors. De l'autre côté de l'Atlantique, après deux termes des Républicains avec George W. Bush à la Maison Blanche, les démocrates sont de retour au pouvoir. Le président Obama apporte du sang neuf dans l'establishment à Washington et son discours suscite des attentes presque messianiques partout dans le monde.

Jamais un candidat à la maison blanche n'a eu tant de connaissances et montrer tant d'intérêts à la cause congolaise. Sur son blog, on peut lire sa vision sur sa politique que son administration devrait appliquer :

« [Ending the Conflict in Congo](#) »

Senator Obama revamped U.S. policy in the Congo to include a **commitment to help rebuild the country, develop lasting political structures, hold accountable destabilizing foreign governments, crack down on corrupt politicians, and professionalize the military.** The bill also authorizes \$52 million in U.S. assistance for the Congo, calls for a Special U.S. Envoy to resolve ongoing violence, and urges the administration to strengthen the U.N. peacekeeping force”.

Le sénateur **Obama a remanié la politique américaine envers le Congo¹** pour y inclure (1) **un engagement à aider à la reconstruction de ce pays**, (2) **de développer des structures politiques durables**, de (3) **tenir pour responsables les gouvernements étrangers qui déstabilisent le pays**, de (4) **sévir contre les politiciens corrompus**, et (5) **de professionnaliser l'armée**, (...) il en appelle à (6) un **Envoyé spécial des États-Unis pour résoudre le problème de la violence** qui se poursuit, et demande instamment à l'administration américaine de renforcer la force de maintien de la paix des Nations Unies.

CEI (État « Indépendant du Congo ») : une exception qui nous coute cher!

Devlin, chef de l'antenne de la CIA à Kinshasa en 1960 a avoué avant sa mort (en décembre 2008) qu'il avait reçu de Washington l'ordre d'organiser l'élimination physique de Lumumba, premier ministre de la jeune démocratie naissante au cœur de l'Afrique. Allan Dule, vice directeur de la CIA en donne la motivation : « puisqu'il avait les qualités de devenir un Fidel Castro africain. »²

A l'époque, dans la presse occidentale, la version officielle du drame présentait les factions congolaises qui se battaient pour le contrôle de la jeune nation. C'est un leurre. Si la Russie était présente à la conférence de Berlin qui consacra la liberté de commerce dans le bassin du Congo par les multinationales de l'Europe impériale, elle ne s'est pas manifestée sur le terrain lors de la course au pillage international qui s'en suivit. Devenue une puissance grâce à la formation de l'URSS, elle s'invitait dans la scène Congolaise dans le sillage du vent de la décolonisation de l'Afrique, ses nouveaux besoins en minerais stratégiques justifiant cet intérêt tardif.

¹ L'Amérique joue un rôle clef dans les guerres et les fausses rebellions qui ont réduit notre pays à ce point. Contrairement au rôle des Français décrié sur tous les toits par les Rwandais, les Congolais entourent de tabous le rôle néfaste des divers administrations américaines dans leur appui aux rebellions malgré que c'est sur son territoire que se déroule la guerre la plus meurtrière depuis la deuxième guerre mondiale!

² At the time, Congolese factions were battling for control of the new nation. The United States and the Soviet **Union were maneuvering for influence over Congo's bountiful resources, particularly cobalt, a critical mineral used in missiles.**

The CIA under Director Allen Dulles determined that the nation's first democratically elected prime minister, Lumumba, had the potential to be an African Fidel Castro and must be eliminated (source <http://www.latimes.com/news/obituaries/la-me-devlin24-2008dec24,0,2784777.story>)

Pour rappel, l'objet de la Conférence de Berlin était essentiellement le Congo, qui contrairement aux autres « zones côtières de commerce » avait un maître, une puissance coloniale à laquelle toute multinationale voulant s'y établir se soumettait, **l'État Indépendant du Congo** était une propriété indépendante de toute puissance coloniale qui restreindrait le commerce et le pillage à quiconque. A ce prix, le monarque belge Léopold II fut placé, à titre individuel, à la tête de ce nouvel État Indépendant (sans maître politique, mais libre à l'exploitation internationale) au cœur de l'Afrique.

Sans maître politique, pas de vision à long terme en matière d'infrastructure, rien pour la protection de la population et de ses intérêts, la présence européenne se limitant à l'exploitation des ressources. Ayant investi sa fortune personnelle à y bâtir un minimum d'infrastructure (Sans le chemin de fer, le Congo ne valait pas ... un Penny! Quelqu'un s'en souvient?), le monarque voulait récupérer son argent le plus vite. Il eut recours aux travaux forcés et à l'extorsion. Un génocide eut lieu dans l'indifférence générale. Des millions de morts alors que la population du pays était encore très faible (moins de 15 millions)!

Mais nous sommes en 1960 déjà. En cette époque de transformation politique en Afrique vers les années 1960, les puissances occidentales ayant des intérêts (des firmes multinationales implantées au Congo) continue d'agir selon les accords de Berlin entre eux. Il fallait éviter à tout prix un autre acteur tel l'URSS qui pourrait ne pas suivre la ligne de conduite du pillage. Et ce point à lui seul était une question de vie ou de mort pour les acteurs politiques locaux.

L'Union Soviétique pour sa part cherchait à tout prix à avoir l'accès aux ressources abondantes du Congo, en particulier le cobalt, un minéral utilisé dans les missiles. Les États-Unis tenait à tout prix à l'en empêcher. Ceux qui pensent que c'est de l'histoire ancienne comprendront pourquoi nous invoquons cet épisode lorsque nous aborderons le volet des « Contrats Chinois ».

Sur le terrain en 1960, cela se traduisait par des guerres, des sécessions, des assassinats, des rébellions.



Mobutu et Reagan



P.E. Lumumba

Après ce déni de la décolonisation au peuple congolais, les nations occidentales ont imposé à la place le président Mobutu qu'ils ont soutenu pendant les 32 années qui ont suivies.

Concrètement, comment Mobutu défendait-il le « Capitalisme » au cœur de l'Afrique en ce moment? On attendait de lui qu'il agisse un peu comme le Roi Léopold II envers les firmes occidentales : elles devaient pouvoir puiser, exploiter **librement et gratuitement** les ressources du Congo sans compensation presque. Deuxièmement, ce droit ne pouvait être étendu à l'URSS.

Cet état de chose a amené la classe politique congolaise à comprendre intuitivement que la montée au pouvoir, et le maintien ne dépendait pas du souverain primaire, le Peuple congolais, mais de la docilité à l'égard des maîtres corrupteurs en Occidents.

Berlin II (quand Bizimungu fait le bizimungu)

Pendant la guerre froide, malgré la décolonisation des années 1960, les puissances occidentales ont continué d'intervenir dans une ex-colonie en passant par l'ancienne métropole. Ainsi, toute intervention américaine au Congo passait par la Belgique, et au pré-carré français par la France. L'URSS lui semait la « zizanie » dans ce joli monde civilisé, ce qui se traduisait par les guerres par procuration dans diverses régions du monde.

Après la chute du communisme, certains aspects des accords de la conférence de Yalta (1945), notamment le partage des zones d'influence entre l'URSS et l'Occident (y compris les colonies) n'étaient plus à l'ordre du jour.

Les USA, l'unique super puissance avaient les coudées franches pour redessiner la carte du monde. Celle de l'ancien bloc communiste reçut le premier coup de pinceau.

Parallèlement, les ressources militaires ainsi dégagées serviraient désormais la cause de la mondialisation des économies. **Les anglo-saxons voulaient prendre le leadership pour régler l'exception congolaise vers le milieu des années 1980.** La balkanisation fut préconisée... pour mieux l'exploiter. Cela s'est produit peu avant les effervescences de la Conférence Nationale Souveraine de 1990.

Justement, 1990 est aussi l'année du coup d'envoi de l'agression du Rwanda par l'Ouganda, agression vite maquillée en rébellion des Tutsi pour la conquête du pouvoir à Kigali, leur pays. Mais pourquoi les compagnies minières occidentales influenceraient-elles leurs gouvernements à mettre le Rwanda sur un piédestal, ce pays n'ayant pas de minerais dans son sous-sol?

Le Rwanda occupait une position stratégique pour réussir le plan de redessiner la carte de l'Afrique des Grands-Lacs et surtout faire main basse aux mines de Coltan et autres richesses découvertes quelques années auparavant en RDC. Les tensions ethniques pouvaient très facilement être instrumentalisées pour créer rapidement une réserve de militaires prête à toutes sortes d'exactions.

Le Pasteur Bizimungu, ce Hutu placé par le Front Patriotique Rwandais à la tête du pays entrera dans l'histoire pour avoir prononcé, en 1996 un discours au cours duquel il a remis en question les accords de la conférence de Berlin sur le partage de l'Afrique, remis en cause le principe de l'OUA sur l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation et réclamait une nouvelle conférence, le fameux Berlin II. C'était la voix de son maître. Et son maître en la circonstance n'était pas Kagamé mais les signataires de ces accords de Berlin.



Conférence de Berlin(1884)

Kagamé et son équipe de conseillers

C'était le signal aussi du début de la guerre qui sévit jusqu'à présent au Congo. Les tactiques de maquillage sont les même que lors de la conquête du Rwanda presque point par point. Mais nous savons la raison de cette guerre par procuracy qui commençait .

Revenant au théâtre des acteurs locaux, la guerre partie du Rwanda pour mettre en place à Kinshasa le Mzee Laurent Désiré Kabila en mai 1997 dans l'espoir qu'il servirait « bizimungu » alors que Bizimana Karahanweto ainsi que Bugera auraient le vrai pouvoir, James Kaberebe à la tête de l'armée veillerait au grain.

On croit savoir que le message principal de la secrétaire d'État Madeleine Albright à Mzee lors de cette escale Kinois concernait ce point précis.



Bizimana Karahanweto



Le Rwandais James Kabarebe

L'équipe de Madeleine Albright accompagnent la marche victorieuse de l'AFDL vers Kinshasa tandis que les multinationales américaines d'extraction minière signaient des contrats léonins de concession minière au fur et à mesure que les zones tombaient sous le contrôle des rebelles d'alors. Tout ceci au mépris le plus total des règles internationales et des principes de bonne gouvernance. Le dossier de ces contrats et beaucoup d'autres contrats léonins a été ré-ouvert par le Gouvernement Gizenga.

En aout 1998, non contente que Mzee Kabila se soit départie des ses encombrants alliés Rwandais, une coalition initiée, armée, entraînée et supportée logistiquement par les USA arrivent aux portes de Kinshasa, une ville de 5 millions d'habitants.



USS Saratoga

Soldats Zimbabwéens à Kinshasa

L'aventure tourne court à l'Ouest du Pays lorsque des pays africains décident pour une fois de ne pas faire les spectateurs. La population de Kinshasa ne reste pas à la traine et défend sa ville mains nues pendant trois jours.

La guerre d'agression que l'Occident cachera d'abord sous le fallacieux label de « guerre civile » s'établira solidement et durablement à l'Est du pays.

Le 16 janvier 2001, Laurent Désiré Kabila est assassiné, quelques jours à peine avant le retrait de l'équipe Clinton à la Maison Blanche pour céder la place à G.W.Bush. La nouvelle équipe est moins dure à l'égard du Congo mais poursuit la politique de l'équipe Clinton. Les démocrates sont de retour depuis janvier 2009.

Solidarité avec les femmes du Kivu après 6 millions de morts?

Le nouveau Président américain a clairement affiché son intention de revoir la politique de Washington de ces dernières années envers la RDC, une politique ayant causée la guerre la plus meurtrière depuis la deuxième guerre mondiale!



Susan Rice et Hillary Clinton

Les viols au Congo sont le résultat de cette guerre pour l'accès aux minerais stratégiques par les firmes Occidentales qui se comportent dans ces pays en véritables terroristes au col blanc. Autrement, pourquoi déplorerions-nous ces exactions dans les zones convoitées seulement? Il est très probable que dans la délégation de Madame Clinton, les représentants des associations de ces compagnies seront présents.

Nous souhaitons que cette rencontre avec les femmes victimes de viol à Goma ne soit pas réduite à un simple exercice de marketing politique pour la consommation de l'opinion publique occidentale³.

Les exactions contre nos sœurs, nos filles, nos femmes et nos mères ne sont pas non plus une guerre de genres (hommes-femmes). C'est le prolongement de la logique de la guerre à faible intensité enseignée aux militaires Rwandais par l'armée américaine ou d'autres firmes privées militaires.



Plus troublant encore, il y a eu une idéologie sponsorisée par Walter Kansteiner vers les années 1997 qui préconisait le déplacement de la population Congolaise de certaines zones congolaises pour faire de la place à leurs alliés du Rwandais!



Walter Kansteiner, idéologue de l'holocauste au Kivu.

Tous les groupes armés aux Kivus sont des émanations rwandaises (FPR, FDLR, RCD, CNDP, etc), y compris les porteurs des uniformes des FARDC. Tous les vrais militaires congolais formés loin de cette mouvance ont été éloignés, éliminés ou ont rejoint les mai-mai (groupes d'auto-défense locaux).

Le Président Barack Obama, dans ses intentions d'en finir avec la guerre au Congo préconisait que l'on tienne les pays qui déstabilisent le Congo responsable de cet holocauste silencieux. Cependant la présence des militaires et camps d'entraînements américains au Rwanda relie ce pays et les États-Unis parmi les pays qui déstabilisent le Congo.

Les responsables congolais ont ici une occasion de discuter froidement de ce litige avec l'administration Obama. Le peuple Congolais devrait exiger des discussions franches avec l'équipe de Clinton et en parler ouvertement dans nos médias, nos partis politiques, nos églises, nos forums de discussion formels ou informels, virtuels ou réels.

Est-il que les viols de nos femmes, tout comme les exactions qui causent la dépopulation au Kivu doivent prendre fin.

Sévir contre les politiciens corrompus.

Dans le train de mesures que le président Barack Obama avait mentionné dans la nouvelle politique américaine envers la RDC, nous lisons :

Senator Obama revamped U.S. policy in the Congo to include a commitment to help rebuild the country, develop lasting political structures, hold accountable destabilizing foreign governments, crack down on corrupt politicians, and professionalize the military.

Nous apprenons que lors de son passage à Kinshasa, Madame Hillary Clinton aura quelques mots sur le sujet de la corruption qui gangrène la sphère publique congolaise et empêche toute

action coordonnée susceptible de créer une synergie interne dans le sens de bâtir une nation puissante et prospère au cœur de l'Afrique.
Cela remonte à l'époque de Mobutu et nous avons montré plus haut comment cette classe politique a été créée et mise en place par l'Occident qui au besoin venait à sa rescousse pour brimer le peuple qui voulait mieux.

Les prestations des commissions de la Conférence National Souveraine ont montré que l'élite congolaise connaît mieux que quiconque les maux qui rongent son peuple et sait trouver les solutions adaptées.

Si Hillary relie les notes du discours officiel que Madeleine Albright a tenu envers Laurent Désiré Kabila de décembre 1997, et moyennant quelques adaptations, elle peut le répéter à son Fils Jo Kabila dans quelques jours puisque, entre le passage de Madame Albright et celui de Madame Clinton, l'Amérique n'a pas dé livré sa promesse.

Madeleine Albright avait parlé de démocratie, de remplacer le « bullet » (les balles) par le « ballots » (les urnes). Grande fut la surprise des Congolais qui huit mois après cette visite fatidique, le « bullet » est devenu l'unique moyen d'accéder au pouvoir en Afrique des Grands Lacs!

La main qui donne est toujours plus haute que celle qui reçoit. Les plus gros corrupteurs des dirigeants africains ne sont pas en Afrique.

Les rapports de l'Onu mentionnent plusieurs firmes occidentales qui opèrent avec des réseaux d'élites africains dans la corruption et le pillage des ressources de la RDC. Il est arrivé que leurs gouvernements empêchent les experts de l'Onu de rendre public les noms de ces entreprises et de leurs dirigeants. Dans la plupart des officines occidentales liées avec la politique étrangère, affaires et politique s'entremêlent sans des liens presque maffieux.

Au niveau de la politique locale en Afrique, corruptibilité est gage de soutien de ces multinationales et de leurs gouvernements respectifs.

Nous saluons l'introduction au Congrès des États-Unis du Bill S. 891: « **Congo Conflict Minerals Act of 2009** » et souhaitons que d'ici la fin de cette année, qu'il soit sanctionné par le Président. Mais ce Bill n'est qu'un début comme le texte le reconnaît et ne va pas assez loin pour empêcher les contrats léonins dans les concessions minières partout dans le Pays, contrats qui vont toujours de pair avec la corruption (un corrupteur d'un côté qui tente, et de l'autre le corrompu qui ferme les yeux et sacrifie l'intérêt supérieur de son peuple).

Que Madame Clinton nous promette que ce Bill ne sera pas le dernier et une fois la sanction présidentielle accordée, son application se fera sans complaisance.

Un signal semblable est venu du côté canadien avec le Bill C-300 (**An Act respecting Corporate Social Responsibility for the Activities of Canadian Mining Corporations in Developing Countries**)

Sévir contre les politiciens corrompus devrait aller de pair avec la dénonciation et éventuellement des actions en justice contre firmes occidentales corruptrices ou faiseurs de chefs de guerre au Congo.

Le gouvernement Congolais devrait tirer avantage de la Diaspora congolaise dans ses efforts de dénonciation des multinationales qui abusent et commettent des exactions dans notre pays. En effet, les médias internationaux sont sous la coupe des mêmes intérêts qui rendent leurs forfaits obscurs. Ce n'est pas le fruit du hasard que les 6 millions de morts au Congo ne suscitent qu'indifférence. Un très grand effort est fait pour qu'il en soit ainsi.

A la place, une manifestation de protestation devant le siège de la multinationale par les Congolais déjà sur place et familiers à l'opinion publique locale peut se révéler plus efficace.

Nous avons besoin du contrat chinois puisque c'est l'unique offre que nous avons!

Si l'administration Obama a un plan de reconstruction pour le Congo, cela serait le secret le mieux gardé de la planète. Nous espérons que la Secrétaire d'État fera une annonce dans ce sens lors de son passage à Kinshasa.

Ce que nous savons et qui saute aux yeux est que les économies occidentales et surtout américaine traverse une crise aigue.

La dette des États-Unis est évaluée à 11 595 milliards de dollars, soit quelques 38 000 dollars par citoyen. Dans cette situation, ce n'est pas la reconstruction du Congo qui serait une priorité de l'administration Obama.

Cette crise affecte aussi la Banque Mondiale et son cousin, le FMI qui aide les pays qui ne peuvent pas avoir accès directement au système de financement international (faute de crédit suffisant).

Le gouvernement congolais s'est tourné vers la Chine qui, soit dit en passant, est devenue le principal bailleur de fonds du trésor américain.

Selon une journaliste belge, le branle-bas de combat contre ce contrat Chinois et la RDC est que les occidentaux « **craignent de perdre au profit des Chinois l'accès à des ressources stratégiques et de voir se restreindre leurs capacités d'influence.** Les Congolais assurent qu'ils n'entendent pas rompre avec leurs partenaires traditionnels. »⁴

La même source révèle que « l'Etat n'a tiré qu'un très faible bénéfice (6% du budget) des quelque **400 contrats miniers passés avec des entreprises occidentales durant la transition** ».

Cependant, beaucoup de compatriotes sont éclairés sur les détails du contrat chinois le juge mauvais pour le pays. Ces mêmes compatriotes ignorent que le gouvernement a signé 400 contrats miniers avec les firmes occidentales rien que pendant la transition , contrats dont aucun détail n'est discuté publiquement. Les caisses du trésor public restent désespérément vides et le pays ne peut pas rembourser les minables 14 milliards de dettes qu'il doit aux institutions de Breton Woods.

Grande fut notre surprise d'apprendre que les détails de tous les contrats miniers sont secrets, et que le contrat chinois ne constitue, en terme de ressources minières à exploiter que la moitié du contrat signé avec Tenke Fungurume

Dans un condensé en questions et réponses, la journaliste Sue Pleming⁵ de Reuter donne comme première raison du passage de la Secrétaire d'État à Kinshasa :

⁴ <http://blogs.lesoir.be/colette-braeckman/2008/05/15/les-contrats-chinois-en-dix-questions/>

⁵ <http://www.reuters.com/article/vcCandidateFeed1/idUSN30379302>, publié le 31 juillet 2009.

DRC is of huge strategic importance to the region and home to U.S. corporate interests in the mining industry, which is bogged down in a contract review. (Le Congo est d'une importance stratégique dans la région et des multinationales minières opérant dans ce pays sont embourbés par le révisation des contrats)

Si cela est vraie et dans le contexte des contrats chinois, la conjoncture rappelle étrangement celui ayant prévalu en 1960.



Dans ce cas, Madame Clinton fera du « business as usual » durant sa tournée. Tous les acteurs politiques et la société civile congolaise doivent apprendre que lorsque c'est l'intérêt supérieur de la nation qui est en jeu, nous devons taire nos différences.



Quels sont les enjeux de l'escale de la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton au Congo⁶?

⁶ Cahier élaboré par Cyrille Oscar pour le compte de Ralliement ISN (Intérêts Supérieurs de la Nation)